

Les mères qui ont accouché en mars et avril paient la facture du confinement

May 6, 2020 10:18AM



La maternité est une magnifique aventure, mais elle met le corps d'une femme à rude épreuve et, suivant les circonstances, chez certaines plus que d'autres. Organes déplacés, hanches et bassin en vrac, cicatrisation difficile: pour permettre à ces femmes de récupérer, une couverture complète des soins est assurée par la LAMal pendant les cinquante-six jours qui suivent l'accouchement. Or les mères qui ont accouché aux mois de mars et d'avril se sont retrouvées devant des cabinets fermés par la crise sanitaire. Les assureurs, eux, ne veulent rien entendre: pas question de prolonger le délai de couverture.

Carole a par exemple accouché au CHUV début mars. «J'ai eu des complications et il a rapidement été convenu que des séances de physiothérapie étaient nécessaires, raconte la jeune maman. Ces séances étaient prévues à la mi-avril, que je n'ai évidemment pas pu faire. Résultat, je n'aurais qu'une séance prise en charge par l'assurance. Pareil pour le gynécologue: j'ai quand même eu droit à certains soins post-partum car ils ne pouvaient pas attendre, mais les autres, moins urgents, ont été reportés à juin.»

Modification de la LAMal nécessaire

Carole devra tout déboursier de sa poche, vu qu'elle a une franchise à 2500 francs. «J'ai contacté mon assureur pour savoir si les délais étaient prolongés en vue de la situation exceptionnelle, mais on m'a simplement répondu non, sans autre justification.» La jeune mère a tout de même débuté son traitement, mais elle pense aux autres dont la situation financière difficile ne permettra pas de le faire.

La thématique a été abordée entre les assureurs et l'OFSP, avec la décision négative que l'on sait. Chez Santé Suisse, on explique qu'il s'agit avant tout d'une question de procédure. «Les assureurs maladie ont réagi rapidement à la crise du coronavirus et mis sur pied, en étroite collaboration avec l'OFSP, des solutions

pragmatiques pour de nombreux acteurs du système de santé, souligne son porte-parole Christophe Kaempf. Ainsi, les femmes qui viennent d'avoir leur enfant peuvent par exemple recevoir des conseils par téléphone ou par vidéo de la part de leur sage-femme ou de leur physiothérapeute dans les cas urgents. Des solutions ont été apportées rapidement partout où cela était possible sans devoir passer par une modification de la loi sur l'assurance maladie. Une prolongation de libération de la participation aux coûts en cas de grossesse ou pour d'autres prestations aurait toutefois nécessité une modification de la LAMal.»

L'autre faitière des assureurs, Curafutura, donne en substance la même réponse. «La non-participation aux coûts est fixée par la LAMal, qui ne donne pas de marge de manœuvre, explique son porte-parole Adrien Kay. Elle stipule qu'il n'y a pas de participation aux coûts à partir de la treizième semaine de grossesse et jusqu'à huit semaines après l'accouchement. Une modification de ces délais nécessiterait par conséquent une adaptation de la loi.»

«Manqué de vision à long terme»

«Une mesure de prolongation du délai aurait pu être glissée dans l'une des ordonnances Covid, si vraiment il y avait volonté de leur part», rétorque Yannis Papadaniel, responsable santé de la Fédération romande des consommateurs (FRC). La FRC a réagi et envoyé une missive à l'OFSP afin que cette position soit revue. «Ce manqué de souplesse est peu compréhensible, à l'heure où des aides et des subventions sont débloquées dans tous les domaines. Et ce d'autant plus qu'il ne s'agit pas pour les assureurs de faire des dépenses supplémentaires, puisqu'il s'agit d'une prestation à laquelle ces femmes ont droit. Ces coûts sont donc déjà inscrit dans leur ligne budgétaire, ils ne prennent aucun risque!»

Simon Zurich, vice-président de la section romande de la Fédération suisse des patients, appuie ces propos. «Cette décision est absurde et injuste. Elle dénote d'une vision à court terme. On sait que le manqué de prise en charge des soins post-partum peut engendrer des conséquences bien plus graves pour la santé dans les mois, voire les années qui suivent, souligne-t-il. Cela engendrera également une prise en charge bien plus coûteuse. Le message donné aux patientes est donc celui-ci: soit vous déboursez de votre poche pour vous faire soigner — ce qui n'est pas rien, 65% des frais de santé reviennent déjà aux patients -, soit vous vous exposez à des conséquences graves pour votre santé.»

Interpellation déposée

Au niveau politique, la conseillère nationale Léonore Porchet (Verts/VD) a également réagi en déposant une interpellation mardi abordant diverses questions relatives à la santé sexuelle, dont l'absence d'adaptation de la prise en charge des femmes ayant accouché aux mesures liées au Covid-19. «Je demande au Conseil fédéral ce qu'il compte faire à ce sujet», explique l'élue. Les questions de santé sexuelle sont-elles les grandes oubliées de la crise? «C'est toujours le cas!» répond celle qui a déposé plusieurs objets réclamant que les questions de genre soient mieux intégrées à la politique de la santé.

XXI. LE SILENCE DU NOUVELLISTE ET LA CREATION DU COMMISSION D'ENQUÊTE

...

May 5, 2020 05:15AM



Des dépassements budgétaires indécents, une gouvernance engendrant une confiance affectée au sein même de l'institution, des subventions massives contredisant la lettre et l'esprit du principe d'économicité fixé dans la LAMal, constituaient autant d'éléments pertinents qui devaient conduire le NF à enquêter. Celle-ci eût conduit immanquablement le journal, qui censé dicté le tempo de l'information circulant dans la Cité, d'interroger les acteurs valaisans de la chose : Bonvin, Rey-Bellet, Dupuis, Schmidt, Martin, Darbellay, Arlettaz, Nantermod, Reynard, Maret, Perraudin, Kamerzin, Roduit, Lorétan, ... Le NF a choisi de né pratiquement rien faire, ou si peu.

Ce silence peut-il s'expliquer :

- a) par les accords rédactionnels existant entre le NF et l'Hôpital du Valais ?
- b) par les liens noués durant le Corona entre le rédacteur en chef et le directeur de l'Hôpital ?
- c) par l'omertà clanique fomentée par la dominance orange ?
- d) par le désintérêt pour l'économie de la santé ?
- e) par la décision concertée d'éviter un scandale d'Etat ?
- f) par le désir immodéré de né pas inquiéter le citoyen quant à la capacité de gouvernance de nos élites médicales en ces temps déjà difficiles sur le plan sanitaire ?
- g) par le regret silencieux d'avoir favorisé des modifications trop hâtives de la LAMal dans le champ de la concurrence

entre établissements hospitaliers ?

h) par l'absence de ressources journalistiques suffisantes ?

i) par ignorance réelle des enjeux pour la population liés aux choix stratégiques des financements opérés pour la santé ?

j) par une conjonction de ces facteurs ? pour d'autres motifs ?

Toutes ces interrogations, bien lues par le pouvoir législatif, devraient dans un État de droit, engendrer immédiatement, et dans l'urgence, la création d'une commission d'enquête parlementaire ni-cantonale destinée à une analyse minutieuse des responsabilités de chacun (directeurs des projets, architectes, organes de direction et d'administration, organes étatiques et institutionnels, etc.). En effet, en présence de ces surcoûts massifs, les élus, s'ils ont quelque souci de l'argent public, né peuvent pas se contenter de dire OUI à des crédits supplémentaires urgents sans s'inquiéter eux-mêmes de l'origine et des conséquences de telles défaillances humaines et technocratiques.

Tel devrait être le fonctionnement d'un Etat de droit soucieux de vérité, de transparence et d'égalité.

Avoir été en contact avec le virus ne signifie pas être immunisé

May 6, 2020 05:37PM



«Le 11 mai est une étape importante, avec la reprise d'un certain nombre d'activités, dans les magasins, les écoles, les restaurants. Mais cela ne signifie pas encore un retour à la normalité. Les mesures de distanciation sociale et l'interdiction de regroupement restent en vigueur.» Mercredi, Adrien Bron, directeur général de la Santé, a appelé à rester vigilants. «Il faut éviter les réunions superflues, continuer à privilégier le télétravail, maintenir les gestes barrières», a-t-il notamment souligné. La médecin cantonale suppléante, Aglaé Tardin, a fait le point sur la pandémie dont la décrite reste «extrêmement lente». 231 malades du Covid-19 sont actuellement hospitalisés, dont 16 aux soins intensifs. Ce service compte par ailleurs 16 autres patients «et se retrouve donc à 100% de sa capacité usuelle», pointe la responsable.

Dans les EMS, décrite lente également. Sur 54 établissements, 12 sont touchés, avec au total 47 cas positifs au Covid-19. Les visites restent interdites «mais les établissements font preuve de proactivité pour assurer des contacts entre les résidents et leurs proches», rapporte Adrien Bron.

L'immunité pour ceux qui ont été en contact avec le virus?

Au sujet des tests de sérologie, qui indiquent si la personne a été touchée ou non par le virus grâce à la présence d'anticorps, les responsables ont rappelé qu'ils sont utiles à des fins de recherche sur l'immunité collective mais pas à des fins de prise en charge médicale. A l'heure actuelle, «on ne sait pas si les sérologies confèrent ou non une protection contre le virus sur le moyen ou le long terme, déclare Aglaé Tardin. Elles ne permettent pas de rassurer les gens, de leur déclarer «Vous êtes protégés à présent». Ni se dire «J'ai été testé positif, j'ai une sérologie, donc je peux cesser toute mesure de précaution».

Les deux responsables sont également revenus sur les tests de dépistage et ont attiré l'attention sur le fait qu'une part du coût

incombe à celui qui se fait tester. «Si c'est un test qui intervient dans le cadre des symptômes forts, constitutifs d'une maladie déclarée, cela rentre dans cadre de l'assurance maladie de base, détaille Adrien Bron, mais pas hors franchise malheureusement.» Si le test devait intervenir pour des raisons épidémiologiques, avec des symptômes légers mais selon les recommandations des autorités sanitaires cantonales, les tests pourraient alors être à la charge Canton. Mais ce n'est pas activé actuellement.

Enquête d'entourage et quarantaine

Enfin, le Canton a repris sa stratégie de départ, qui consiste à tracer les chaînes d'infection, avec une enquête d'entourage large des personnes testées positives. Les proches ayant eu un contact rapproché avec un malade dans les 48h sont mises en quarantaine stricte pendant dix jours. Une cellule spéciale les contactera régulièrement durant cette période. «Si à la fin de cette quarantaine la personne ne présente pas de symptômes, elle pourra retourner sur son lieu de travail, sans devoir passer un test de dépistage ou de sérologie», indique Aglaé Tardin.

Masques superflus ou non?

Alors que les activités reprennent, les masques fleurissent dans les rues. Quelles sont les recommandations, ceux qui n'ont pas été testés positifs doivent-ils tout de même en porter? Le directeur général soutient que «le port du masque n'est recommandé que lorsque la distance sociale — 2 mètres — ne peut pas être maintenue». Ainsi, dans un bus bondé, le masque pourrait devenir recommandé. Les deux professionnels soutiennent que la distance protège mieux que le masque. Quid des écoles? La médecin cantonale adjointe répond que si le professeur n'est pas vulnérable, il n'y a aucun raison de préconiser le port du masque. Et rappelle que le virus atteint peu les enfants et que ceux-ci sont peu transmetteurs.

Créé: 06.05.2020, 19h36

Les restaurants rouvrent lundi, sous conditions

May 6, 2020 05:03PM



Les restaurants peuvent rouvrir leurs portes dès lundi, à

condition de respecter les normes imposées par les faitières GastroSuisse et HotellerieSuisse. Parmi ces règles, l'obligation de relever l'identité et le numéro de téléphone de tous les clients.

L'annonce du Conseil fédéral avait fait grand bruit voilà une semaine. Les Suisses pourront se rendre au restaurant dès le 11 mai. Les restaurateurs qui veulent rouvrir leurs portes devront respecter les normes établies par la branche et transmises aux entreprises ce mardi.

Parmi les règles les plus contraignantes, les restaurants ne pourront pas accueillir de table de plus de quatre personnes, à l'exception des parents avec enfants. Les tables devront être séparées de deux mètres au moins ou d'une paroi d'un mètre et demi de hauteur. Les bistrots devront se passer des divertissements, type musique live ou billards.

Clients et collaborateurs devront aussi maintenir les distances interpersonnelles de deux mètres au moins. Dans les cas extrêmes, par exemple en cuisine, des mesures devront être prises comme le port du masque.

Le dressage des tables est aussi touché par les mesures. GastroSuisse demande de renoncer aux assaisonnements de tables ou aux beurriers. Les buffets en libre-service devront être convertis en buffets avec service. Ces mesures peuvent être contournées si les restaurateurs nettoient après le passage de chaque client.

Enfin, la branche demande à tous les restaurateurs de relever les données personnelles de chaque client. Les prénoms, noms et numéros de téléphone des consommateurs devront être scrupuleusement notés, ainsi que la date, l'heure et la table auxquelles ils ont mangé. Ces données pourront être transmises au service du médecin cantonal sur demande et devront être intégralement détruites après 14 jours.

Vincent Ulrich

Deux jours sans décès ni contamination

May 6, 2020 04:52PM

«C'est un moment qu'on attendait, voire qu'on espérait. Ça ne veut pas dire que l'épidémie ne circule plus, mais nous pouvons désormais aborder l'avenir avec un certain calme.» Karim Boubaker est le médecin cantonal vaudois. Son message du jour se veut réjouissant, «même s'il peut paraître inopportun de se réjouir en ces temps de crise». Depuis mardi, aucun nouveau cas de contamination au Covid-19 n'a été officiellement enregistré dans le canton. Mieux: depuis lundi, personne n'est mort du coronavirus.



Actuellement, ce sont quelque 500 personnes qui se font tester

chaque jour dans le canton de Vaud, spontanément, auprès de leur médecin traitant ou dans un centre de dépistage. Depuis mardi, donc, plus aucun cas enregistré positif. Karim Boubaker: «Il y a sûrement toujours de nouveaux cas dans la population, des gens tombent encore malades, mais désormais hors de nos statistiques.»

Rappelons qu'au plus fort de la crise, soit pendant la seconde partie du mois de mars, 1200 personnes étaient testées par jour dans le canton et que 30% d'entre elles, soit entre 300 et 400 personnes, étaient déclarées positives au Covid-19. Aujourd'hui, 105 patients sont encore hospitalisés, 22 en soins intensifs et 83 en soins aigus. La tendance est également à la baisse. Au total, on dénombre 5335 cas confirmés positifs cumulés sur le territoire vaudois.

Le Canton en veille active

Ces bonnes nouvelles ne vont pas empêcher les autorités sanitaires de renforcer la gestion des contacts dès lundi 11 mai prochain, date du début du déconfinement. Ainsi, la propagation du virus ne sera plus seulement retracée parmi la famille proche des malades, mais aussi auprès de toutes les personnes qui seraient entrées en contact avec eux, à moins de 2 mètres et pendant plus de quinze minutes. Une enquête d'entourage, autour des malades, qui conduira à des mises en quarantaine en attendant de voir si des symptômes se développent.

«Les Vaudois ont respecté les directives sanitaires. Cela a grandement contribué à l'aplatissement de la courbe de contamination»

Autres points d'attention: la poursuite des dépistages à but épidémiologique, le maintien d'une réserve de capacité dans les domaines hospitaliers et communautaires, ainsi que la surveillance de l'évolution de l'épidémie. «On peut dire que nous sommes désormais en veille active», prévient Karim Boubaker.

Lire aussi: Qu'est-ce que le *proximity tracing* et pourquoi est-ce si important?

Depuis lundi dernier également, Vaud ne déplore plus aucun décès lié au coronavirus. Le premier avait été déclaré au CHUV le 5 mars. Il s'agissait d'une femme de 72 ans, la toute première victime en Suisse par ailleurs. «Jusqu'au 4 mai, nous avions des décès tous les jours», précise le médecin cantonal. À ce jour, le Covid-19 a fait 388 morts cumulés dans le canton.

«Né relâchons rien»

«Ces résultats représentent un message encourageant et positif. Et je tiens à y associer les Vaudois, qui ont respecté les directives sanitaires et les mesures barrières: respecter la distance sociale, se laver les mains... Cela a grandement contribué à l'aplatissement de la courbe de contamination», ajoute Karim Boubaker. Une application rigoureuse qui a permis au système de santé de tenir le coup.

Malgré le déconfinement qui commence le 11 mai, pour le médecin cantonal vaudois il ne faut surtout rien relâcher. «Tout ne recommence pas comme avant lundi. Si nous n'appliquons plus les mesures importantes d'éloignement social, la maladie pourrait repartir, avec une nouvelle courbe épidémique.»

Créé: 06.05.2020, 18h57

Le nombre de malades aux HUG continue à reculer

May 6, 2020 04:30PM

Actualisé il y a 1h

Coronavirus à Genève

Les autorités sanitaires cantonales ont rappelé l'importance de conserver les distances sociales à l'avenir.

Adrien Bron, le directeur général de la Santé à Genève.

KEYSTONE

Ce mercredi, 231 personnes malades du covid-19 étaient hospitalisées aux HUG, a indiqué la doctoresse Aglaé Tardin, du service du médecin cantonal. Parmi elles, seize se trouvaient aux soins intensifs (dont quinze intubées) et onze aux soins intermédiaires. Sept nouveaux cas positifs ont été diagnostiqués hier. En revanche, aucun nouveau décès n'est à déplorer - leur total demeurant à 254. Aglaé Tardin a souligné que la décroissance était «extrêmement lente, de l'ordre d'une à deux personnes en moins par jour à l'hôpital, et de zéro à une aux soins intensifs». Concernant les EMS, douze des 54 établissements sont actuellement touchés, pour un total de 47 cas positifs.

La distance plus forte que le masque

Le directeur général de la santé, Adrien Bron, a insisté sur le fait que le 11 mai, seconde étape du déconfinement pensé par le Conseil fédéral, n'avait rien d'un retour à la normale. «Le télétravail continue à être favorisé, tant que l'on peut rester à distance des uns et des autres, on le reste, et les gestes barrières restent plus que jamais nécessaires.» La doctoresse et lui ont rappelé que la distance protégeait mieux que le masque. Autrement dit, «il est préconisé lorsque l'on ne peut pas respecter la distance de deux mètres», a synthétisé le haut fonctionnaire. Sinon, son port n'est pas indispensable.

Haro sur les tests de sérologie

Les deux intervenants ont aussi mis en garde contre l'inutilité, à titre individuel, des tests de sérologie (qui sont censés déterminer si l'on a été malade ou pas). «On ne sait pas combien de temps la sérologie demeure», a expliqué Aglaé Tardin, et on ignore aussi si avoir été positif immunise. «J'insiste vraiment: on ne peut pas se dire: j'ai été testé positif, je suis tranquille.» Adrien Bron a renchéri. «Ces tests ne sont ni gratuits, ni remboursés, et on ne peut prendre aucune décision valable sur la base d'une sérologie.» Leur seul intérêt actuel est pour la recherche et les études de masse.

Enquête d'entourage

Adrien Bron a enfin indiqué que le Canton «revient à une phase tout à fait active d'enquête d'entourage» pour lutter contre l'épidémie. Autrement dit, les personnes malades seront invitées à s'isoler à domicile, et celles avec qui elles auront eu un contact prolongé au cours des 48 heures précédentes (dont les noms auront été communiqués par le malade) seront contactées dans les 24 à 36 heures par le service du médecin cantonal, qui les invitera à se mettre en quarantaine durant dix jours. «Elle ne seront testées que si elles présentent des symptômes. Sans symptômes, elles pourront retourner sans autre sur leur lieu de travail après ces dix jours.»

ORTHOPÉDISTE

6 MAY, 2020 | REVUE DE PRESSE - SGCO

Nos chères têtes plates

May 5, 2020 09:56PM

[unable to retrieve full-text content]

Selon la technicienne **orthopédiste**, Michèle Tremblay, «ils agissent sur les déformations purement symétriques, qui sont, en fait, très rares. Si le bébé ...

Eklat in der Hirnchirurgie: Warum musste Chefarzt Javier Fandino wirklich gehen? Eine Spurensuche

May 6, 2020 03:00AM



Sie können es nicht verstehen, sind schockiert und fürchten, dass das Neurozentrum des Kantonsspitals Aarau (KSA) an die Wand gefahren wird. Chefarzt Javier Fandino ersetzen? Sehr schwierig, wenn nicht gar unmöglich, sagen mehrere Neurochirurgen, die ihn kennen und mit ihm zusammengearbeitet haben. Sie sprechen von einem grossen Fehler der Spitalleitung, bitten Verwaltungsratspräsident Peter Suter in mehreren Briefen, die sofortige Freistellung noch einmal zu überdenken, alles zu tun, um doch noch eine Lösung zu finden. Dies zum Wohle der Patientinnen und Patienten und um den über Jahre aufgebauten guten Ruf der Klinik für Neurochirurgie und des Hirntumorzentrums zu retten.

Es ist unüblich, dass die Trennung von einem Chefarzt so hohe Wellen schlägt. Gleichzeitig ist es nachvollziehbar, weil der plötzliche Bruch zwischen dem Spital und dem langjährigen Chefarzt viele Fragen aufwirft. Umso mehr, weil das KSA festhält, dass Javier Fandino beim Aufbau der Klinik ausgezeichnete Arbeit geleistet und wesentlich dazu beigetragen habe, sie dazu zu machen, was sie heute ist. Medizinisch hat er sich also nichts zu Schulden kommen lassen, trotzdem hat er vorletzte Woche die Kündigung und sofortige Freistellung erhalten. Das KSA hat sich entschieden, auf seine Erfahrung zu verzichten. Sich von Fandino zu trennen, war der Entschluss der achtköpfigen Geschäftsleitung. Der Verwaltungsrat hat ihn abgesegnet. Die Trennung erfolge nicht grundlos, so das offizielle Statement des Spitals. Ein Grund oder Gründe kann das Spital nicht nennen, weil Stillschweigen vereinbart wurde.

Chefarzt Ulrich Bürgi: «Summe verschiedener Konflikte»

Die Beendigung der Zusammenarbeit und sofortige Freistellung sei auch KSA-intern nicht näher begründet worden, sagt Ulrich Bürgi. Er ist Chefarzt Notfallmedizin am KSA und FDP-Grossrat. Javier Fandino sei fachlich sehr kompetent und hinterlasse zahlreiche zufriedene Patientinnen und Patienten, sagt Ulrich Bürgi. «Am Schluss war es wohl eine Summe verschiedener Konflikte zwischen ihm und seinen Vorgesetzten», meint er. Dass persönliche Differenzen und Kommunikationsschwierigkeiten zwischen dem CEO und ihm zur Trennung geführt haben, vermuten auch ehemalige Arbeitskollegen des Chefarztes. Ob Javier Fandino nur in der KSA-Geschäftsleitung oder auch bei anderen Chefarztinnen und Chefarzten aneckte, kann Bürgi nicht abschliessend beurteilen. Seine Wahrnehmung ist aber, dass es wenig offensichtliche Konflikte in der Ärzteschaft gab.

Öffentlich greift niemand Fandino an. Wegbegleiter und Fachkollegen anerkennen, schätzen und bewundern ihn für das, was er kann und ist. Sie erwähnen seinen Charme, seine Menschlichkeit, sein kolumbianisches Temperament. Nur hinter vorgehaltener Hand heisst es, sein Abgang sei nicht überraschend, sondern überfällig gewesen.

Javier Fandino: «Es ist meine Art der Kommunikation»

Javier Fandino äussert sich auf Anfrage der AZ nicht zu seiner sofortigen Freistellung. Aufschluss über seine Gefühlslage gibt ein Brief an die Schweizerische Gesellschaft für Neurochirurgie, deren designierter Präsident er ist. Der Entscheid der Geschäftsleitung habe ihn «völlig unerwartet getroffen», schreibt Fandino den Vorstandsmitgliedern und seinen Fachkolleginnen und Fachkollegen. Die letzten Tage seien emotional gewesen und gleichzeitig sei er sehr bewegt über die vielen unterstützenden Worte und den Zuspruch aus seinem beruflichen Umfeld. Es falle ihm schwer, sein tolles Team, aber auch seine Patientinnen und Patienten quasi über Nacht einfach zurückzulassen. Um Gerüchten und Spekulationen entgegenzuwirken, hält Fandino fest, dass die Kündigung keinen Zusammenhang mit seiner medizinischen Leistung und Integrität habe. «Es ist meine Art der Kommunikation, zu welcher die Verantwortlichen des KSA und ich unterschiedliche Auffassungen teilen», schreibt er. KSA-CEO Robert Rhiner stellt dies auf Anfrage der AZ nicht in Abrede.

Aufschluss darüber, wie Javier Fandino als Chef tickt, gibt ein Interview aus dem Jahr 2015 in der «Schweiz am Sonntag». Er betont darin, wie wichtig ihm Transparenz ist. Seine Lehrer hätten sich wie «Halbgötter in Weiss verhalten, die keine Kritik duldeten». Er wollte das ändern, hat Geräte für jene Untersuchungen, die früher erst nach der Operation gemacht wurden, im OP-Saal installiert. «Auf diese Weise erkennen Chirurg und Assistenten, ob alles richtig gelaufen ist, bevor der Kopf wieder zugemacht wird», sagte er. Sehe jemand eine Hirnblutung, mache er den Chirurgen darauf aufmerksam. «Dann gibt es keinen Platz für Egos. Alle bleiben im OP, bis das gelöst ist. Das Ziel ist eine völlig offene Kommunikation.»

Eine völlig offene Kommunikation wollte Fandino - auch im

Umgang mit Fehlern. Recherchen der AZ zeigen, dass es in der Vergangenheit genau in diesem Bereich zu Konflikten zwischen dem KSA und dem Chefarzt kam. Es geht um mutmassliche ärztliche Fehler eines ehemaligen Arbeitskollegen von Javier Fandino. Bei einer Hirnoperation vor mehreren Jahren am KSA kam es zu Komplikationen. Der Patient wurde von einem Tag auf den anderen zum Pflegefall. Er ist heute gelähmt, kann nicht sprechen und erkennt nicht einmal mehr seine engsten Angehörigen.

Das Operationsvideo ist spurlos verschwunden

Was sich an diesem Tag im Operationsaal des KSA abgespielt hat, ist Gegenstand eines laufenden Haftpflichtverfahrens. Für das KSA geht es um mindestens 2,5 Millionen Franken, sollte das Gericht zum Schluss kommen, dass der damals am Spital tätige Arzt Fehler gemacht hat. Für ihn gilt die Unschuldsvermutung. Brisant: Obwohl in der Klinik für Neurochirurgie am KSA seit Jahren alle Operationen auf Video aufgezeichnet werden, ist ausgerechnet das Video jenes Eingriffs verschwunden. Die CD mit der relevanten Operationssequenz ist nicht mehr auffindbar.

Der Arzt hat das KSA kurz nach diesem Vorfall verlassen und arbeitet seither an einem anderen Spital. Das KSA hält fest, der Wechsel des Arztes stehe in keinem Zusammenhang mit der Operation. Javier Fandino war in die Operation nicht involviert, hat als Klinikchef und damaliger Vorgesetzter des Arztes aber Kenntnis davon. Recherchen der AZ zeigen, dass er sich intern für eine Untersuchung des Falls starkgemacht hat – unter anderem weil das OP-Video nicht auffindbar ist und weil er glaubt, die Komplikation hätte möglicherweise verhindert werden können.

Ungefähr zur gleichen Zeit gingen in den neurochirurgischen Abteilungen des KSA und des anderen Spitals auch anonyme Schreiben ein. In einem Brief, welcher der AZ vorliegt, wird jener Eingriff am KSA und eine weitere Operation des gleichen Arztes angeprangert, bei der eine Patientin wenige Tage nach der Behandlung starb. Gegen den Arzt läuft ein Verfahren wegen fahrlässiger Tötung. Wieder muss geklärt werden, ob er einen Fehler gemacht hat.

Wegen der anonymen Briefe sahen sich die Chefs der beiden Spitäler offenbar zum Eingreifen gezwungen. Der AZ liegt eine schriftliche Weisung von KSA-CEO Robert Rhiner an Javier Fandino und sein Team vor. Der Spitalchef verpasste dem Chefarzt einen regelrechten Maulkorb. Rhiner wies Fandino und auch die weiteren Mitarbeitenden in der Neurochirurgie an, «sich über die jeweils andere neurochirurgische Klinik oder über eine Behandlung nicht zu äussern». Darunter versteht der CEO, dass weder öffentlich noch gegenüber Patienten oder Dritten «irgendetwas in irgendwelcher Form» erwähnt wird. Kurz nach dieser Weisung ging bei der Aargauer Staatsanwaltschaft auch eine Strafanzeige gegen unbekannt ein. Derzeit läuft ein Verfahren mit mehreren Beschuldigten wegen übler Nachrede. Einer von ihnen: Javier Fandino. Es gilt die Unschuldsvermutung.

Die Vorfälle liegen Jahre zurück. Trotzdem sind sie im Zusammenhang mit Fandinos sofortiger Freistellung von Interesse. Im Haftpflichtfall um den Mann, der nach der Operation am KSA zum Pflegefall wurde, liegt seit November ein Expertengutachten vor. Dieses kommt zum Schluss, dass die Operation «operations-technisch betrachtet nicht korrekt durchgeführt» wurde. Das Gutachten hat Gerhard Hildebrandt

verfasst. Er war von 2004 bis 2007 Präsident der Gesellschaft für Neurochirurgie. Javier Fandino ist heute designierter Präsident der Gesellschaft.

Hat der Chefarzt offen Partei für die Gegenseite ergriffen?

Liegt in einem Haftpflichtfall ein Expertengutachten vor, wird dieses im Normalfall intern von einem Spezialisten aus dem gleichen Fachbereich geprüft. Im KSA ist das Javier Fandino, wenn es um neurochirurgische Fälle geht. Das KSA bestätigt auf Anfrage, dass ihm das Gutachten von Gerhard Hildebrandt vorgelegt worden sei und er sich gegenüber dem Rechtsdienst des Spitals dazu geäussert habe. Das Spital dementiert aber, dass das Haftpflichtverfahren gegen den ehemaligen KSA-Arzt einen Zusammenhang mit der sofortigen Freistellung von Fandino habe.

Anders beurteilen die Personen, die Partei im Haftpflichtverfahren sind. Sie vermuten, dass Fandino die Einschätzung des Gutachters teilt und auch davon ausgeht, dass die Operation seines ehemaligen Kollegen nicht «lege artis» erfolgt sei, also ein Kunstfehler vorliege. Damit würde sich Fandino nicht nur gegen seinen ehemaligen Mitarbeiter stellen, sondern vor allem auch gegen die Spitalleitung, für die es in diesem Haftpflichtfall um viel Geld geht.

Es ist somit höchst unwahrscheinlich, dass die KSA-Leitung noch einmal auf ihren Entscheid zurückkommt, wie es sich verschiedene Neurochirurgen wünschen. Auch Javier Fandino schreibt in seinem Brief an seine Fachgesellschaft, es sei an der Zeit, den Blick in die Zukunft zu richten. Er sei bereits in interessanten Gesprächen und zuversichtlich, dass er bald mehr sagen könne. Seiner Passion – der Neurochirurgie und dem Einsatz für Menschenleben – bleibe er mit ganzem Engagement, Emotionen und Leidenschaft erhalten.

Das KSA hält im Hinblick auf den Neubau, in dem alle medizinischen Kliniken unter einem Dach zusammengeführt werden, den neuen Leitspruch «Vom Ich zum Wir!» hoch. Mit dem Ziel, die Zusammenarbeit im Interesse des Gesamtsitals weiter zu stärken. Fandino wird da nicht dabei sein.

Orientierungskrise am Unispital

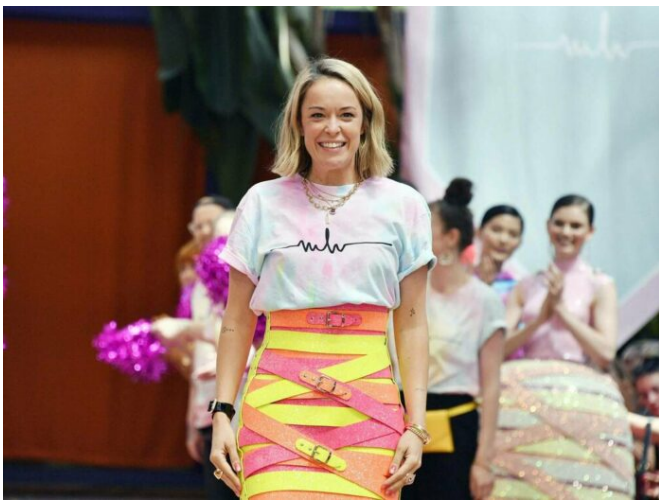
May 6, 2020 05:03AM

[unable to retrieve full-text content]

Und die Konkurrenz ist stark: Das Kantonsspital Baselland will sich auf die **Orthopädie** konzentrieren und startet im Gegensatz zum Unispital aus einer ...

Marina Hoermanseder: Wie sieht die Zukunft der Modebranche aus?

May 5, 2020 09:00AM



Quelle: imago images /Future Image

„Die Corona-Krise hat die ganze Branche durcheinandergebracht“, erklärt Designerin Marina Hoermanseder. „Die allgemeine Entschleunigung wird auch in der Modebranche spürbar sein.“

Die österreichische Designerin Marina Hoermanseder (34) ist ein echtes Mode-Phänomen. Die Wahlberlinerin macht Mode im Look orthopädischer Lederkorsetts und Stars wie Lady Gaga, Taylor Swift oder Kylie Jenner lieben sie dafür. „Lady Gaga war die erste, die mich entdeckt hat. Darauf bin ich besonders stolz“, freut sich die Designerin im Interview mit der Nachrichtenagentur spot on news. „Als unser Lederbody von Rihanna zurückkam, hat das ganze Team ganz aufgeregt daran gerochen“, lacht die 34-Jährige. Doch auch an der Unternehmerin geht die Corona-Krise nicht spurlos vorbei und spricht im Interview unter anderem auch über die Veränderungen, die auf die Modebranche zukommen werden.

Wie schwer trifft die Corona-Krise die Modebranche und Sie persönlich?

Marina Hoermanseder: Die Corona-Krise hat die ganze Branche durcheinandergebracht – Fashion Weeks sind abgesagt, YSL hat die komplette Pre-Collection gecancelt, viele Labels reduzieren ihre Kollektionen um 30 Prozent und der Begriff „Luxus“ wird ganz anders geprägt. Wir selbst haben noch keine Textilmuster von unseren Herstellern bekommen, obwohl die Messe in Paris schon vor acht Wochen stattfand – die meisten Textilproduzenten arbeiten mit ihren vollen Kapazitäten an Schutzmasken, was natürlich den Auslieferungskreislauf verzögert. Da ich mich bereits vor zwei Jahren gegen den stationären Handel entschieden habe, trifft mich der reduzierte Einkauf der Einzelhändler nicht. Das Onlinegeschäft läuft hingegen sehr gut, unsere Community möchte sich mit kleinen Produkten eine Freude machen. Ausserdem sind wir ins Maskenbusiness eingestiegen.

Viele Fashion Shows wurden bereits abgesagt. Die Veranstalter des British Fashion Council (BFC) feilen an einer digitalen Plattform, auf der sowohl Damen- als auch Männerkollektionen gezeigt werden. Was halten Sie davon?

Hoermanseder: Ich habe lange überlegt, was ich davon halten soll. Ich habe mich aber bereits vor den offiziellen Ansagen dafür entschieden, keine Fashion Show in unserem gewohnten Ausmass stattfinden zu lassen – auch, weil ich meine Eltern keinerlei Risiko aussetzen will, und eine Show ohne sie ist ja undenkbar.

Was glauben Sie, wie sieht die Zukunft der Modebranche nach der Corona-Krise aus?

Hoermanseder: Die allgemeine Entschleunigung wird auch in der Modebranche spürbar sein – weniger Angebot und kleinere Kollektionen. Ein Trend, dem ich sehr entgegenfiere, ist die Nachhaltigkeit – Kunden wollen wissen, woraus ihre Kleidung ist und wo sie gefertigt wurde. Onlinehandel wird weiter an Wichtigkeit gewinnen und gleichzeitig ein Fokus auf kleinere kuratierte Konzepte und Labels gelegt.

Zu Ihren Markenzeichen gehören unter anderem die Gürtelschnalle und der Look orthopädischer Leder-Orthesen und -Korsetts. Wie sind Sie darauf gekommen?

Hoermanseder: Meine Inspiration für die erste Kollektion war die Orthopädie – ich fand ein Bild eines Korsetts aus dem 16. Jahrhundert und wollte es nachbauen. Da war die Lederschnalle das naheliegendste Verschluss-Objekt und ist jetzt zu meinem Markenzeichen geworden.

Für welchen Typ Frau entwerfen Sie Ihre Mode?

Hoermanseder: Mein Anspruch ist es, dass sich alle Frauen von meiner Mode angesprochen fühlen. Sowohl im Stil als auch preislich möchte ich gerne alle einschliessen. Ein bisschen wie ich mich privat auch kleide – mal stylish elegant und teuer, dann aber auch gerne gemütlich, easy und preiswert

Viele Stars wie Lady Gaga, Taylor Swift oder Kylie Jenner tragen Ihre Kreationen. Über welchen Starauftritt sind Sie besonders stolz?

Hoermanseder: Ich liebe alle unsere Celebrity-Placements, aber Lady Gaga war die erste, die mich entdeckt hat. Darauf bin ich besonders stolz. Als unser Lederbody von Rihanna zurückkam, hat das ganze Team ganz aufgeregt daran gerochen.

Welchen Künstler würden Sie gerne mal einkleiden?

Hoermanseder: Ich bin ein grosser Fan von Herzogin Meghan, daher wäre es mein Traum, wenn sie etwas von uns anzieht.

Welchen Star bewundern Sie für seinen Style?

Hoermanseder: Ich verehere den Stil von Lady Gaga - exzentrisch, übertrieben und vielfältig. Ich bewundere Menschen, die sich trauen richtig aus dem Vollen zu schöpfen - ich bin da manchmal zu zurückhaltend. Aber die zeitlose Eleganz von Meghan ist auch mein All-Time Favorite.

Der Sommer naht in grossen Schritten: Welche Trends sind in diesem Jahr besonders angesagt?

Hoermanseder: Diesen Sommer geht es um ganz viel Farbe - Farben über Farben. Man „darf“ alles kombinieren, es gibt hier keine No-Gos mehr. Und der Trend geht auch aufgrund der ganzen Corona-Krise auch zu easy wear - Kleidung soll funktional und bequem sein - da habe ich mit meinen Lederkorsetts schlechte Karten. (lacht)

Welche Farben liegen besonders im Trend?

Hoermanseder: Die Frage ist, welche Farben nicht im Trend sind. Ich persönlich liebe Pastell und Erdtöne zu jeder Gelegenheit und Neon, um aufzufallen.

Was raten Sie Frauen, die sich in Fashiondingen schwertun und ihren eigenen Stil noch nicht gefunden haben?

Hoermanseder: Hier kann man sich von vielen Stil-Ikonen inspirieren lassen - am besten man macht sich ein Pinterest Moodboard und probiert sich aus. Hier geht probieren über studieren - es gibt nichts, was nicht erlaubt ist - man muss sich selbst treu bleiben und sich wohlfühlen. Aber eben auch mal ein bisschen aus der Komfortzone ausbrechen - und vor allem nicht auf den Freund oder Ehemann hören - die haben doch oft keine Ahnung was in ist!

Was sind für Sie echte Fashion-No-Gos?

Hoermanseder: Ich persönlich bin kein Freund von zu vielen Prints miteinander kombiniert und gleichzeitig liebe ich gewisse Modesünden wie zum Beispiel All-Over-Denim. Aber auch hier ist meine Devise eigentlich - es ist alles erlaubt, das uns Selbstvertrauen schenkt und uns das Gefühl gibt, toll zu sein.

Unterhaltung auch in schweren Zeiten: Orthopäde dreht Sketchvideos

May 5, 2020 03:00AM



Wie viele andere Menschen auch, verbrachte der Orthopäde Roland Ackermann den Lockdown die meiste Zeit zu Hause und verfolgte regelmässig Nachrichten im Radio oder Fernsehen rund um das Coronavirus. Zur Arbeit gehen konnte er nicht, da er seine Klinik für Orthopädie und Sportmedizin an der Spitalstrasse 9 in Olten schliessen musste. «Dass ich mit den Videos angefangen habe, resultiert sicherlich aus der Unterbeschäftigung während des Lockdown. Ich musste einfach etwas machen», sagt Roland Ackermann darüber.

Witz um Toilettenpapier-Hamsterei

Sein erstes Video zum Thema Coronavirus lud Ackermann Ende März auf Facebook hoch und zeigte dabei, wie man möglichst sparsam mit dem WC-Papier umgehen sollte. Damit machte er sich über die Toilettenpapier-Hamsterei lustig und verfilmte einen uralten Witz. «Die Leute fanden dies lustig und ich dachte, warum nicht gleich eine ganze Video-Serie zur aktuellen Krise rausbauen?», begründet der Orthopäde seine Idee. Videos in dieser Art habe Ackermann noch nie gemacht und er betont auch, dass er keinerlei Erfahrungen in der Schauspielerei hat.

Ein Mann, verschiedene Figuren

Das erste Video seiner insgesamt elf Teile umfassenden Serie erschien auf Facebook fast schon passend am 1. April. Im Mittelpunkt der drei bis acht Minuten langen Sketches stehen der Haupterzähler mit seinem Bier, sowie ein «Depp» in einem roten Pulli und einer Fransenfrisur und zu guter Letzt der «Hochkorrekte», der ein Abziehbild für einen Moralapostel ist. «Später kam noch der Kiffer hinzu, der schnell zum absoluten Publikumsliebbling aufstieg», erzählt Ackermann. Die einzelnen Figuren hat der Arzt nicht nur selber erfunden, sondern er spielt diese auch in der Manier einer gespaltenen Persönlichkeit. Für die einzelnen Videos investierte Ackermann viel Zeit und Aufwand, damit diese so authentisch wie möglich auf dem Bildschirm erscheinen. «Bevor ich mit dem Dreh der Videos beginne, sammle ich Ideen aus dem Fernsehen oder dem Radio und verfasse dann den ungefähren Plot», sagt der Gäuer.

Roland Ackermann «Geputzt ist halt jetzt nicht»

Über den Sinn und Unsinn von Atemschutzmasken

Für das Drehbuch benötigte er im Schnitt eine bis zwei Stunden, für den Dreh der Videos noch einmal zwei Stunden und eine Stunde, um diese optimal zu schneiden, damit auch alle Figuren am Schluss zusammen sitzen.

In den Sketchen diskutieren die Charaktere über Sinn und Unsinn in der Coronakrise wie zum Beispiel das Tragen einer Atemschutzmaske. Dabei ist der «Trottel» ein fast schon dogmatischer Verfechter der Maskenpflicht und modifiziert seine Masken mit unsinnigem Zubehör, wie einer Klappe fürs Essen. «Ich wollte in erster Linie die ernste Lage auflockern und die Videos sollen auch einen Anreiz zum Nachdenken geben», äussert sich der Orthopäde. Denn auch wenn die Videos in erster Linie als reine Unterhaltung gedacht sind, so steckt hinter diesen jeweils auch eine Message. «Als Hauptbotschaft soll darauf hingewiesen werden, dass es immer noch viele Menschen gibt, die Mühe haben, gewisse Regelungen zu befolgen. Das Motto: «Lasst euch helfen, geht keine Risiken ein», lautet folgerichtig eines von Ackermanns Statements.

Die Videos dienen in den Augen Ackermanns auch als Quelle der Information aber auch als Mahnung. «Ich bin auch nicht immer vollständig einverstanden, wie es mit den Regelungen zu und her geht, aber im Grossen und Ganzen hat der Bundesrat in meinen Augen eine sehr gute Arbeit geleistet», findet der Video-Autor.

Und was meint das Publikum? «Die Reaktionen waren deutlich über meinen Erwartungen, das hat mich einfach dazu motiviert jeweils mit den Sketchen weiterzumachen», erzählt der Gäuer. Für ihn sind die Videos aber auch eine Art Medizin, mit der Zeit des Lockdown kreativ umzugehen und dem gewöhnungsbedürftigen Alltag zu entfliehen.

Die Arbeit in der Praxis wieder aufgenommen

Doch nun beginnen langsam die Lockerungen im Lockdown einzusetzen und Ackermann kann wie gewohnt wieder zur Arbeit. «Ich habe das erste Mal seit gut acht Wochen erste Patienten operiert», sagt der Orthopäde. Verbindlich bleiben die Abstandsregelungen aber nach wie vor für seine Praxis. «Wir schreiben die Patienten auch weniger eng ein, sodass sich nie mehr als zwei Personen in den Warteräumen begegnen», erklärt Ackermann seinen Betrieb.

Nachdem der Wolfwiler nun seiner normalen Tätigkeit nachgehen muss, stellt sich natürlich die Frage, ob er mit seinen Videos weitermacht. Darauf entgegnet er: «Es hat schauspielerisch, aber auch technisch viel Spass gemacht und es war auch ein sehr kurzweiliges Erlebnis. Vielleicht mache ich weiter, wenn ich in Pension gehe», scherzt der Praxisinhaber.

Coronavirus: Bosnia, scandalo per festa privata medici

May 5, 2020 04:41PM

Grande scandalo ha suscitato a Sarajevo la notizia di una festa privata interrotta dalla polizia la scorsa notte, organizzata in un noto ristorante cittadino alla quale hanno preso parte 19 persone, senza quindi le misure sanitarie.

Nessuno degli obblighi relativi alla pandemia da coronavirus è stato messo in atto: il divieto di raduno, la chiusura dei ristoranti, indossare mascherine e guanti e rispettare le distanze di sicurezza nei locali, violazioni per le quali sono previste multe salate.

Si è trattato della festa di compleanno di Jusuf Sabanovic, primario della clinica di chirurgia del Centro ospedaliero di Sarajevo e alla cosiddetta "corona party" hanno preso parte, tra gli altri, anche il ministro del commercio estero Stasa Kosarac e il decano della Facoltà di veterinaria Nihad Fejzic. Quest'ultimo è anche membro del Comitato scientifico per l'osservazione e l'analisi della situazione epidemiologica del Cantone di Sarajevo.

Il ministro della sanità e la direttrice del Centro clinico ospedaliero questa mattina hanno sollevato Sabanovic e Fejzic dai loro incarichi per aver "potenzialmente messo a rischio la salute dei loro pazienti e quella dei colleghi".

Da parte sua Milorad Dodik, membro serbo della Presidenza tripartita bosniaca, ha dichiarato che il ministro Kosarac, esponente del suo partito Snsd, "ha chiuso per ciò che riguarda la politica del nostro partito" ed ha aggiunto che Kosarac non è né può essere più un suo stretto collaboratore.

Neuer Inhalt

Horizontal Line

Contenuto esterno

Raggiungeteci su Instagram



subscription form

Abbonatevi alla nostra newsletter gratuita per ricevere i nostri articoli.